

unicef



CANADA

**VOTEZ pour
chaque enfant.**



2021

**LIVRE DE
POLITIQUE**

TABLE DE MATIÈRES

01.

UNE APPROCHE CENTRÉE
SUR LES ENFANTS ET LES
JEUNES QUI NE LAISSE
PERSONNE POUR COMPTE

02.

LES PROPOSITIONS
DE POLITIQUE EN
UN COUP D'ŒIL

03.

PROTÉGER LE DROIT
DE CHAQUE ENFANT
D'AVOIR UNE
ENFANCE

05.

DONNER AUX ENFANTS
LE MEILLEUR DÉPART
POSSIBLE DANS LA VIE

06.

VEILLER À CE QUE LES
ENFANTS ET LES JEUNES
SOIENT EN BONNE SANTÉ,
EN SÉCURITÉ ET SCOLARISÉS

08.

RENDRE LE PARLEMENT
RESPONSABLE À L'ÉGARD
DES ENFANTS ET DES
JEUNES

#VoterPourChaqueEnfant est une campagne de sensibilisation électorale menée par UNICEF Canada. L'objectif est de mettre en évidence les enjeux pour les enfants lorsque les Canadiens se rendront aux urnes et d'aider les électeurs à faire savoir aux candidats et aux partis politiques que leur vote sera un **#VoterPourChaqueEnfant**

Les prochaines élections fédérales seront axées sur la question de savoir qui dirigera le mieux le Canada au-delà de la pandémie et vers la reprise. La COVID-19 ayant un impact considérable sur la vie des enfants et des familles au Canada et dans le monde, le pays doit reconstruire en mieux, en veillant à ce que les enfants et les jeunes soient au cœur de la reprise.

La COVID-19 est une crise des droits de l'enfant. La pandémie a mis au jour et exacerbé les inégalités existantes auxquelles sont confrontés les enfants et les jeunes du monde entier. En tant que principale organisation canadienne axée sur les enfants, œuvrant dans 190 pays dans le monde et comptant plus de 75 000 donateurs au pays, nous sommes alarmés par l'état des droits de l'enfant aujourd'hui. L'année dernière, nous avons constaté une augmentation du nombre d'enfants qui ont souffert de la faim, de l'isolement, de la maltraitance et d'anxiété. Des centaines de millions d'enfants n'ont pas eu accès à une éducation de qualité. L'accès aux services de protection et aux services de santé a été gravement touché. Les progrès ont reculé pour pratiquement tous les indicateurs clés de l'enfance. Les signes ne mentent pas : les enfants garderont longtemps les stigmates de la pandémie et le coût de l'inaction est élevé.

Alors que les inégalités se creusent et que l'avenir des enfants est menacé, ce moment n'appelle rien de moins qu'une attention particulière de la part du prochain Gouvernement du Canada pour réinventer un monde meilleur alors que nous laisserons la pandémie actuelle derrière nous. Nous avons besoin d'un leadership canadien audacieux pour défendre les droits des enfants les plus vulnérables à être en bonne santé, éduqués, protégés et autonomes. Le Canada doit agir pour s'assurer qu'aucun enfant n'est laissé pour compte.

Une approche centrée sur les enfants et les jeunes qui ne laisse personne pour compte

Au Canada, les enfants ont fait d'énormes sacrifices pour protéger les personnes vulnérables de nos collectivités contre la COVID-19. Les fermetures d'écoles, la perte d'occasions de loisirs, la séparation ou le confinement des familles, les routines et les expériences perturbées ainsi que la perte de revenus familiaux ont nui à la santé physique et mentale des enfants et des jeunes. Au niveau mondial, la pandémie de COVID-19 a déclenché une crise qui a aggravé les inégalités en matière de droits de l'enfant et érodé les progrès durement acquis en matière de survie des enfants, d'accès à l'éducation, de santé, d'alimentation, de protection et de discrimination. Elle a à la fois révélé et exacerbé ces crises qui se chevauchent, aggravant les impacts des urgences humanitaires croissantes, des conflits prolongés et de la crise climatique.

Comment allons-nous protéger les familles à risque face à l'augmentation prévue de la pauvreté des enfants? Quel est le plan pour les millions d'enfants et de parents qui signalent des problèmes de santé mentale nouveaux ou aggravés? Comment pouvons-nous donner aux enfants du monde entier le meilleur départ possible dans la vie? Plus important encore, comment le redressement du Canada comprendra-t-il tous ceux qui ont été privés de leur droit d'avoir une enfance, notamment les enfants autochtones et racialisés, les enfants et les jeunes handicapés, et ceux qui sont victimes de discrimination fondée sur leur sexe, leur orientation sexuelle ou leur religion? La mesure dans laquelle leur enfance va rebondir ou s'éroder dépend de ce que le Canada fera ensuite.

Les enfants et les jeunes d'aujourd'hui sont déjà en train de devenir les leaders de demain. Avec le soutien approprié, les enfants et les jeunes peuvent assurer un Canada inclusif et juste où personne n'est laissé pour compte. En prenant les bonnes mesures dès maintenant, nous pourrions éviter de perdre notre élan et les progrès en matière de développement qui ont un impact sur les enfants, et nous assurer que nous sommes sur la bonne voie pour réaliser le programme de développement durable d'ici 2030.

LES PROPOSITIONS DE POLITIQUE EN UN COUP D'OEIL

01.

PROTÉGER LE DROIT DE CHAQUE ENFANT D'AVOIR UNE ENFANCE

- Mettre fin à la discrimination dans les services fournis aux enfants autochtones
- Accroître l'ambition de l'aide internationale féministe du Canada
- Mettre fin à la pauvreté des enfants
- Appuyer un programme intégré pour les enfants dans le cadre de la reprise après la COVID-19

02.

DONNER AUX ENFANTS LE MEILLEUR DÉPART POSSIBLE DANS LA VIE

- Garantir l'accessibilité et la qualité de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants pour tous
- Étendre et améliorer le système de congé parental du Canada

03.

VEILLER À CE QUE LES ENFANTS ET LES JEUNES SOIENT EN BONNE SANTÉ, EN SÉCURITÉ ET SCOLARISÉS

- Protéger les services d'alimentation, d'immunisation et d'éducation pour les femmes et les enfants en situation d'urgence
- Investir dans la santé mentale des enfants et des jeunes
- Lancer une stratégie nationale pour mettre fin à la violence envers les enfants
- Investir dans un programme pancanadien d'alimentation scolaire

04.

RENDRE LE PARLEMENT RESPONSABLE À L'ÉGARD DES ENFANTS ET DES JEUNES

- Créer un commissaire à l'enfance et à la jeunesse
- Abaisser l'âge de voter à 16 ans pour les élections fédérales
- Nommer un envoyé spécial pour les enfants en situation de crise
- Créer un conseil consultatif mondial sur les enfants et les jeunes
- 14. Surveiller les finances publiques pour les enfants

01. Protéger le droit de chaque enfant d'avoir une enfance

Nous demandons aux partis politiques du Canada de s'engager à mettre fin à la discrimination dans les services fournis aux enfants autochtones en mettant en œuvre le Plan de Spirit Bear, les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation et les recommandations de l'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Tous les enfants ont le droit d'avoir une enfance, et l'article 2 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant stipule que tous les enfants ont le droit d'être à l'abri de toute discrimination, y compris celle fondée sur la race. Malheureusement, le Canada n'a pas respecté ce principe de base en ce qui concerne les enfants des Premières Nations, des Métis et des Inuits. En 2021, il est absolument essentiel que tous les partis politiques s'engagent à mettre fin aux discriminations actuelles et à réparer les torts historiques.

Nous demandons à tous les partis de travailler avec les nations et les communautés autochtones pour mettre en œuvre les nombreuses recommandations restées lettre morte et de respecter les engagements non tenus par les gouvernements précédents. Il s'agit notamment du Plan de Spirit Bear de la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations, qui vise à fournir des services équitables et à mettre fin à la discrimination actuelle, des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation du Canada, et des recommandations de l'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, etc.

Nous demandons aux partis politiques canadiens de s'engager à accroître l'ambition de l'aide internationale féministe du Canada afin de tenir compte également d'autres formes de discrimination, y compris des éléments de transformation du genre et de lutte contre le racisme qui reconnaissent les racines coloniales des inégalités

L'aide canadienne contribue directement à répondre aux droits des enfants à la survie, à l'éducation, à l'alimentation, à la protection contre la violence et à l'absence de discrimination. Cependant, les enfants qui font face à différentes formes de discrimination – fondées sur leur sexe, leur race, leur religion ou leur handicap – sont toujours laissés pour compte. Les droits des enfants les plus marginalisés ont été anéantis par la COVID-19, et ils nécessitent un investissement soutenu et accru pour mettre fin au recul et pour se remettre sur la voie afin de garantir le droit de chaque enfant d'avoir une enfance.

Afin de reconstruire des sociétés plus fortes, plus saines, plus sûres et plus inclusives, nous appelons tous les partis politiques à s'engager à établir une feuille de route pour une aide internationale suffisamment financée, en mettant particulièrement l'accent sur la lutte contre les différentes formes de discrimination, y compris les éléments de transformation du genre et de lutte contre le racisme qui reconnaissent les racines coloniales des inégalités. En élargissant l'ambition de l'aide internationale féministe du Canada en tirant parti de la lutte contre l'inégalité des sexes pour s'attaquer à d'autres formes de discrimination, et en investissant dans cette ambition, le Canada pourra répondre à la COVID-19, à l'urgence climatique mondiale et aux crises humanitaires croissantes en ciblant les personnes les plus susceptibles d'être laissées pour compte.

Nous demandons aux partis politiques du Canada de s'engager à mettre fin à la pauvreté des enfants.

Tant dans le monde qu'ici au Canada, la pauvreté reste la plus grande menace au droit d'avoir une enfance. La COVID-19 a déjà eu un impact durable, perturbant en 25 semaines 25 ans de progrès mondiaux dans les objectifs de développement, y compris en matière de



pauvreté. Il est difficile d'être un enfant lorsque votre famille a du mal à trouver un logement ou à mettre de la nourriture sur la table. Nous demandons à tous les partis politiques de prendre des engagements concrets en vue d'atteindre l'objectif d'éradiquer la pauvreté des enfants au Canada et dans le monde.

Malgré l'engagement pris par le Parlement en 1989 de mettre fin à la pauvreté des enfants au Canada d'ici 2000, cette pauvreté n'a diminué que de 3,4 points de pourcentage depuis lors, passant de 22 % en 1989 à 18,6 % en 2018. Au minimum, les partis politiques canadiens devraient s'engager à atteindre la cible des objectifs de développement durable (ODD) consistant à réduire de moitié le taux de pauvreté des enfants d'ici 2030, réalisant ainsi ce que certains pays riches ont déjà fait.

Grâce à l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) et à d'autres mesures similaires de soutien du revenu, ainsi qu'à une politique féministe d'aide internationale qui comprend des transferts en espèces et d'autres mécanismes de protection sociale, le Canada pourrait contribuer à mettre fin à la pauvreté des enfants.

Nous demandons aux partis politiques du Canada de s'engager en faveur d'un programme intégré pour les enfants dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 et du rétablissement afin de réaliser les droits des enfants les plus marginalisés dans le monde à être éduqués, protégés, en bonne santé, autonomes et libres de toute discrimination.

Reconnaissant que les enfants ne vivent pas en vase clos, le Canada doit se faire le champion d'un programme intégré pour les enfants dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 et du rétablissement. Le Canada doit prendre des mesures urgentes pour prévenir les pires effets de la pandémie, les atténuer et y réagir, tout en réinventant un monde plus juste et inclusif pour les enfants. Afin de relever ce défi, le Canada doit élaborer et financer des initiatives intégrées en matière de santé, de nutrition, d'éducation et de protection de l'enfant afin de réaliser les droits des enfants les plus marginalisés, en mettant davantage l'accent sur la petite enfance (de 0 à 8 ans), étant donné que ces besoins sont essentiels à la survie, à l'apprentissage et au potentiel de gains futurs. En outre, puisque les normes

sociales liées au sexe, à la race, à l'origine ethnique, à la religion et au handicap se forment souvent au cours des premières années de la vie des enfants, le programme intégré pour les enfants doit adopter une approche délibérément antiraciste, féministe et fondée sur les droits de la personne.

Pour respecter l'engagement que nous avons pris dans le cadre des ODD de ne laisser personne de côté, la politique étrangère et l'aide internationale du Canada doivent accorder la priorité aux besoins des enfants les plus marginalisés – y compris les filles, les enfants racialisés, les enfants handicapés, les enfants touchés ou déplacés par des conflits, et ceux qui font face à d'autres formes de discrimination qui, ensemble, créent des obstacles multiples et croisés à la réalisation de leurs droits.

Pour être efficace et pour répondre aux besoins les plus urgents, cet engagement devrait soutenir les efforts déployés pour protéger les droits des enfants en temps de conflits et de crise, qui sont davantage exposés à la malnutrition, aux maladies évitables, à l'interruption de l'éducation, à la violence et à la discrimination.



02. Donner aux enfants le meilleur départ possible dans la vie

Nous demandons aux partis politiques du Canada de s'engager à ce que toutes les familles au pays aient accès à des services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants de grande qualité.

Pour un trop grand nombre de familles au Canada, les services de garde d'enfants de qualité demeurent inabordables ou non accessibles. Dans certaines régions, trois années de garde d'enfants coûtent plus cher que quatre années d'études postsecondaires. Trop de parents sont obligés de choisir entre qualité et commodité. Déjà mis à rude épreuve avant la pandémie en raison d'une pénurie chronique de main-d'œuvre et de la hausse des frais d'exploitation, des milliers d'exploitants de garderie au pays font face à une crise grave. Des investissements importants sont nécessaires immédiatement pour stabiliser, étendre et améliorer les possibilités d'apprentissage précoce dans tout le pays.

L'apprentissage et la garde des jeunes enfants constituent l'un des meilleurs investissements que les gouvernements puissent faire dans l'avenir des enfants. La participation à un apprentissage organisé avant l'école primaire est l'un des indicateurs les plus importants des résultats futurs en matière d'éducation, d'économie, de société et de santé. Le temps est venu d'agir pour faire en sorte que toutes les familles canadiennes aient accès à un apprentissage précoce de grande qualité.

Nous demandons aux partis politiques canadiens de proposer des idées pour étendre et améliorer le système de congé parental du Canada.

Lors des élections fédérales de 2019, chaque parti politique a proposé des changements au système canadien de congé parental. Il est rare qu'il y ait un tel consensus sur la nécessité de changer un système. Bien qu'une plus grande souplesse dans la durée, et en particulier un congé pour le second parent et l'accès au congé pour les parents adoptifs, aient été des changements bienvenus, le Canada continue à se classer au 28^e rang sur 41 nations riches en matière de politiques de congé parental.

Au Canada, le congé parental était rémunéré à hauteur de 52 % du salaire moyen en 2018, ce qui rend inabordable pour certains qui y ont droit de prendre un congé plus long et réduit le revenu familial au cours des premières années cruciales de la vie d'un enfant. En comparaison, dans d'autres pays riches, la femme est payée en moyenne deux tiers du salaire moyen, et 14 pays payent entièrement le salaire moyen. Une meilleure rémunération, l'élimination de tous les obstacles à l'accès au congé et une plus grande souplesse dans le choix du moment et de la durée du congé sont les trois principaux moyens d'améliorer le congé parental pour les parents et les enfants.



03.

Veiller à ce que les enfants et les jeunes soient en bonne santé, en sécurité et scolarisés

Nous demandons aux partis politiques du Canada de s'engager à protéger l'alimentation, l'immunisation et l'éducation des femmes et des enfants dans les situations d'urgence, en garantissant la non-discrimination dans l'accès à des services de qualité.

La COVID-19 a déclenché une crise de l'apprentissage, les fermetures d'école ayant perturbé 91 % des élèves dans le monde. L'apprentissage est encore plus difficile pour les enfants déplacés ou touchés par une crise humanitaire. La pandémie a également entraîné une instabilité économique croissante et une diminution des moyens de subsistance, obligeant les familles à recourir à des mécanismes d'adaptation néfastes qui exposent les filles aux abus sexuels, aux mariages et aux grossesses précoces, augmentent les risques en matière de protection et de santé, et diminuent leurs chances de scolarisation. Les risques sont particulièrement élevés dans les contextes de conflit, où les attaques contre les enfants augmentent à un rythme alarmant – et où leurs auteurs sont rarement tenus de rendre des comptes.

Les mesures de confinement ont gravement perturbé les services, faisant reculer des décennies de progrès dans la lutte contre la malnutrition et les maladies infantiles évitables. Au Yémen, on a constaté une augmentation de près de 10 % des cas de malnutrition aiguë. Dans le monde, des millions d'enfants parmi les plus vulnérables risquent de ne pas recevoir les vaccins essentiels à la survie qui les protègent contre le décès évitable, notamment le vaccin DTP contre la rougeole, la polio et le tétanos. Beaucoup de ces enfants vivent dans des pays touchés par des conflits, des déplacements, des catastrophes naturelles et d'autres crises humanitaires. L'analyse par l'UNICEF des pays qui ont connu des épidémies, des conflits, des chocs politiques ou économiques, même pour une courte période, montre que beaucoup d'entre eux n'ont

pas pu retrouver les niveaux de couverture vaccinale d'avant le choc, et que certains continuent à régresser.

L'action humanitaire du Canada doit respecter les droits des enfants et accorder la priorité à leur survie, à leur protection et à leur éducation. Cela signifie qu'il faut mettre fin aux attaques contre les enfants, y compris contre les infrastructures civiles essentielles à leur survie, et faire en sorte que les auteurs de ces attaques rendent des comptes. Cela signifie également qu'il faut investir dans la survie des enfants, dans l'éducation et dans la lutte contre la violence fondée sur le genre.

Nous demandons aux partis politiques du Canada d'investir dans la santé mentale des enfants et des jeunes au Canada et à l'étranger.

La COVID-19 a mis en danger la santé mentale et le bien-être de toute une génération, avec des conséquences potentielles graves à long terme. Au cours des 18 derniers mois, les fermetures d'école et les mesures de distanciation physique ont réduit les mécanismes d'adaptation habituels des enfants et des jeunes, ce qui a contribué à accroître l'isolement et les risques pour leur santé mentale. Au Canada, deux tiers des parents interrogés ont déclaré que la santé mentale de leur enfant s'était détériorée pendant la pandémie et 48 % ont déclaré que leur enfant avait de nouveaux problèmes de santé mentale depuis le début de la COVID-19. Le nombre d'appels aux services d'aide aux enfants et aux jeunes a atteint un niveau record. Ces services étant déjà très sollicités, les jeunes ont besoin d'une réponse spécialisée et financée à tous les niveaux de gouvernement.

Sur le plan international, les enfants exposés aux conflits, aux catastrophes naturelles et à d'autres crises humanitaires souffrent souvent déjà de graves conséquences psychologiques et sociales, les enfants victimes de discrimination devant faire face à des problèmes de santé mentale supplémentaires. La COVID-19 a perturbé encore davantage l'accès aux services de santé mentale. Les fermetures d'école, l'augmentation de la violence domestique et l'isolement des pairs ont eu un impact direct sur le bien-être social et émotionnel des enfants.

Pour protéger une génération d'enfants et de jeunes du Canada et du monde entier, nous demandons à tous les partis politiques d'investir dans la santé mentale des enfants et des jeunes, en mettant l'accent sur les enfants en situation de crise.

Nous demandons au prochain gouvernement du Canada de réunir les autres paliers de gouvernement afin de travailler ensemble à l'établissement d'un programme pancanadien d'alimentation scolaire.

Tous les enfants devraient avoir accès à des aliments sains à l'école. Le Canada demeure l'un des seuls pays industrialisés sans programme national d'alimentation scolaire. Le présent ensemble incohérent de programmes d'alimentation scolaire ne rejoint qu'un faible pourcentage des plus de cinq millions d'élèves au pays.

Nous demandons aux partis politiques du Canada de s'engager à investir dans un programme universel à frais partagés d'aliments sains à l'école qui permettra à tous les élèves du pays d'avoir accès chaque jour à des repas sains à l'école. Ce programme devrait miser sur le succès de programmes existants, y compris l'éducation alimentaire, et servir des aliments locaux, durables et appropriés sur le plan culturel dans toute la mesure du possible.

Nous demandons aux partis politiques du Canada de s'engager à élaborer une stratégie nationale pour mettre fin à la violence envers les enfants.

Le Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants a désigné le Canada en tant que pays pionnier. Il s'agit d'une formidable occasion pour le Canada de faire preuve de leadership dans la lutte contre la violence subie par les enfants de ce pays, qui reste beaucoup trop importante. Qu'il s'agisse d'intimidation, d'homicide ou d'automutilation, les enfants canadiens sont soumis à des taux de violence parmi les plus élevés de tous les pays riches. Cette violence n'est pas vécue de manière égale : elle touche de manière disproportionnée les enfants autochtones, noirs et d'autres groupes raciaux, ainsi que les enfants vivant dans des ménages en situation de pauvreté.

De plus, la violence fondée sur le genre reste trop répandue au Canada, et les enfants ainsi que les jeunes non conformes au genre continuent d'être à risque.

Tous les partis politiques doivent s'engager dans un dialogue national sur l'élimination de la violence envers les enfants sous toutes ses formes, aboutissant à une nouvelle stratégie nationale sur l'élimination de cette violence. Une telle stratégie devrait se concentrer sur la violence subie par les enfants au pays et s'attaquer directement à l'héritage historique de la violence de l'État colonial contre les enfants autochtones. Le Canada devrait compléter cet engagement en aidant à combler le manque de financement des systèmes de protection de l'enfant et des programmes visant à mettre fin à la violence fondée sur le genre dans d'autres pays. Ces systèmes demeurent cruellement sous-financés, ce qui crée des obstacles supplémentaires à la réalisation des droits dans d'autres domaines tels que l'éducation et l'accès aux soins de santé.



04.

Rendre le Parlement responsable à l'égard des enfants et des jeunes

Les enfants et les jeunes de moins de 18 ans n'ont actuellement pas le droit de voter aux élections fédérales au Canada. Si les députés s'engagent à représenter tous leurs électeurs, y compris ceux qui sont trop jeunes pour voter, personne au Parlement n'est chargé de veiller à ce que les droits et le bien-être des enfants soient dûment pris en compte. De même, le Parlement ne dispose d'aucun moyen de surveillance efficace pour veiller à ce que le Canada respecte ses obligations envers les enfants à l'échelle internationale. Il est temps que cela change.

Nous demandons aux partis politiques du Canada de s'engager à établir un commissaire à l'enfance et à la jeunesse indépendant, responsable de défendre et de faire progresser une politique dans l'intérêt des enfants et des jeunes.

Bien que le droit de vote fondé sur la citoyenneté soit inscrit dans la *Charte des droits et libertés*, plus de 8 millions de citoyens canadiens de moins de 18 ans n'ont pas la possibilité de voter. Le Parlement doit donc veiller à ce que les intérêts des enfants soient représentés en accordant une attention particulière aux questions qui les concernent. La création d'un bureau indépendant du Parlement, connu sous le nom de Commissaire à l'enfance et à la jeunesse, contribuera à atteindre cet objectif.

Plus de 60 pays ont mis en place un commissaire ou un ombudsman pour les enfants. Des données probantes internationales démontrent qu'une approche indépendante, non partisane et collaborative, permet d'améliorer les résultats en matière de santé et de bien-être de tous les enfants et les jeunes.

Nous demandons aux partis politiques du Canada de s'engager à abaisser l'âge du droit de vote à 16 ans lors des prochaines élections fédérales.

Le moyen le plus efficace de rendre le Parlement

responsable à l'égard des jeunes est de leur permettre de voter. Malheureusement, bien que le droit de vote de tous les Canadiens soit protégé par la *Charte des droits et libertés*, le droit des jeunes de moins de 18 ans est actuellement limité par la Loi électorale du Canada.

L'âge actuel du droit de vote est arbitraire et la restriction qu'il impose aux droits des jeunes est déraisonnable. De nombreux jeunes sont informés des problèmes et préoccupés par la COVID-19, le changement climatique, les inégalités et les autres défis qui touchent leur vie. Les décisions prises dans ces domaines façonneront à jamais cette génération, qui en subira les conséquences le plus longtemps. Les jeunes devraient avoir la possibilité de contribuer à la conversation nationale à propos du leadership nécessaire pour relever les plus grands défis du Canada.

Nous demandons aux partis politiques du Canada de s'engager à nommer un envoyé spécial pour les enfants en situation de crise.

Le Canada fait preuve d'un leadership mondial de longue date dans la promotion du droit des enfants et des jeunes d'être en bonne santé, scolarisés et protégés. Afin d'accélérer les progrès dans ces domaines et de veiller à ce que les enfants les plus marginalisés ne soient pas laissés pour compte, nous demandons à tous les partis de s'engager à nommer un envoyé spécial pour les enfants en situation de crise.

L'envoyé spécial agirait en tant que point de référence au sein du gouvernement pour veiller à ce que le Canada utilise ses relations diplomatiques positives dans toute la mesure du possible pour faire avancer un programme de droits pour les enfants dans les crises humanitaires. Il contribuerait également à renforcer la volonté politique dans le monde et à mettre en commun les ressources financières mondiales.



Nous demandons aux partis politiques canadiens de s'engager à consulter les enfants et les jeunes du Canada et des pays partenaires sur les priorités du Canada en matière d'aide internationale en créant un conseil consultatif mondial des enfants et des jeunes, qui mettrait l'accent sur les voix de la diaspora.

Suivant le principe féministe du « rien sur nous sans nous », le conseil consultatif mondial des enfants et des jeunes devrait travailler en partenariat avec l'envoyé spécial pour s'assurer que les jeunes, en particulier les filles, les enfants et les jeunes racialisés, et ceux qui sont handicapés, contribuent à créer des solutions aux plus grandes crises du monde. Depuis la COVID-19 jusqu'à l'urgence climatique et au-delà, le gouvernement du Canada devrait les soutenir en leur fournissant les connaissances, les compétences et les plateformes nécessaires pour qu'ils soient des leaders et des décideurs actifs dans leur communauté.

Soutenir les enfants et les jeunes d'aujourd'hui en investissant dans le développement de leur potentiel de leadership, appuyer le développement de mouvements féministes dirigés par des jeunes, favoriser la bonne gouvernance et contribuer à une reprise inclusive et équitable. Ce besoin est reconnu par le Forum Génération Égalité et ses six coalitions d'action, mais il reste considérablement sous-financé. Écouter les voix diverses des enfants et des jeunes signifie créer des espaces démocratiques et respectueux qui comprennent des filles, des enfants handicapés, des enfants LGBTQ2 et PANDC, qui sont privés de façon disproportionnée de la possibilité de s'exprimer.

Nous demandons aux partis politiques du Canada d'adopter une série de réformes budgétaires sous l'égide de Public Finance for Children.

Public Finance for Children est une initiative mondiale de l'UNICEF visant à garantir que les gouvernements financent suffisamment les services destinés aux enfants, que ces fonds atteignent les enfants et les services qui en ont le plus besoin, et que tous les financements publics destinés aux enfants soient budgétisés et dépensés de manière transparente.

Les partis politiques canadiens peuvent appuyer ces principes en s'engageant à :

- publier les principales mesures des dépenses consacrées aux enfants et aux familles dans une section ou une annexe de tous les futurs budgets fédéraux, de sorte que les dépenses soient comparables dans le temps et dans les différents territoires de compétence;
- inclure une sous-section particulière indiquant en détail les dépenses en services fédéraux aux enfants dans les réserves, afin de s'assurer que le gouvernement élimine toutes les disparités avec les services hors réserves;
- inclure une sous-section particulière indiquant en détail les dépenses d'Aide publique au développement (APD) ainsi que le montant et les pourcentages consacrés au soutien des enfants;
- effectuer régulièrement des vérifications par l'intermédiaire du directeur parlementaire du budget ou du Bureau du commissaire à l'enfance et à la jeunesse, comme le demande UNICEF Canada, afin de s'assurer que les dépenses gouvernementales servent à venir en aide aux enfants qui en ont le plus besoin;
- consulter régulièrement les enfants et les jeunes dans le cadre du processus budgétaire annuel et publier les indicateurs des dépenses dans un langage et un format faciles à comprendre pour eux.





VOTEZ pour
chaque enfant.

unicef 
CANADA

LIVRE DE POLITIQUE